

Quelques souvenirs d'un homme méconnu

J'ai connu Robert Bourassa pour la première fois au début des années 1980 à New York, lors d'un déjeuner offert au Plaza par la Chambre de commerce de Montréal. Il se faisait que je me trouvais assis à la même table, à côté de lui. J'avoue ne pas me souvenir de ce qu'on avait pu se dire à cette occasion.

Sauf que quelques mois plus tard, je recevais à la délégation du Québec un coup de téléphone de ce même Robert Bourassa qui se trouvait à nouveau à New York et qui me demandait si je pouvais passer à son hôtel prendre un verre. C'était au Sheraton, je crois, pourvu de cette nécessité des nécessités, une piscine !

Le but de la rencontre fut de savoir si je pensais qu'une version anglaise de son livre sur la Baie James pourrait trouver preneur aux États-Unis. Je lui ai répondu, si ma mémoire est fidèle, que l'intérêt dans le nord-est des États-Unis pour l'hydro-électricité, était passablement grand (n'oublions pas que c'est la région qui dépend le plus du pétrole importé et qu'en 1979 lors de la crise pétrolière, Jimmy Carter s'habillait en "long johns" pour son effet médiatique).¹

Quelques semaines plus tard, je recevais par le courrier un exemplaire de son livre "Deux Fois la Baie-James", qui comportait la dédicace suivante:

"À Peter Dunn, très cordialement et avec mon meilleur souvenir,

Robert Bourassa
Le 3 juin 1981

Quelques années plus tard, en 1986, lorsque je me suis présenté à un concours de poste de cadre, un ami proche du Parti Libéral m'apprenait que certains ténors du parti pensaient que je ne méritais pas le poste à cause de mes accointances au sein du Parti Québécois. J'ai eu l'heureux réflexe de lui montrer le livre que Robert Bourassa m'avait envoyé, et j'ai obtenu le poste en question !

¹ Deux ans plus tard, Robert Bourassa lançait avec grande pompe à Washington son livre dans sa version anglaise, intitulé "Power from the North".

C'est presque impossible de rencontrer Robert Bourassa sans parler de politique. C'est au cours de notre conversation "hydroélectrique" qu'il m'a confirmé les rumeurs voulant qu'il y avait une grogne dans le Parti Libéral suite à l'amère défaite subie par les troupes de Claude Ryan face à celles de René Lévesque aux élections de 1981, ainsi que le mouvement en faveur d'un retour de Robert Bourassa à la tête de cette formation. Nous connaissons la suite.

Nous ne nous sommes pas revus depuis, jusqu'à l'automne 1988, c'est-à-dire après la fusion des ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur en un nouveau ministère des Affaires internationales.

Très tôt dans la vie du ministère, deux invitations à Robert Bourassa en provenance d'institutions américaines nécessitaient une analyse de la part de la direction États-Unis. Je me souviens très bien que nos recommandations privilégiaient très nettement l'une des invitations. Or, la décision de Bourassa fut le contraire de ce que nous avons proposé ! Nous croyions avoir de bons instincts politiques; à l'évidence les siens étaient encore meilleurs.

C'est ainsi que j'ai pu vivre une des deux expériences les plus exaltantes de ma carrière de vingt ans comme fonctionnaire québécois, l'autre étant la mission de René Lévesque à Washington en 1982.

L'invitation que Robert Bourassa avait acceptée provenait du Chicago Council on Foreign Relations, qui organisait tous les deux ans, immédiatement après les élections législatives américaines, une conférence à huis clos en alternance entre l'Europe et l'Amérique, réunissant les sommités du monde politique et économique. Ce n'était pas le "World Economic Forum", mais ce n'était pas loin derrière.

Il avait été décidé que Jacqueline Boucher, son adjointe, accompagnerait le Premier ministre à Amelia Island, près de Jacksonville, en Floride, site de la conférence.

Quand mon supérieur Harold Mailhot est allé rencontrer Mme Boucher pour discuter du voyage, il a réussi à la convaincre qu'elle ne pourrait seule s'occuper de la logistique et des multiples rencontres individuelles que le Premier ministre souhaitait avec des personnages y attendus.

C'est alors que mon nom fut évoqué et que je me retrouvais peu de temps après sur le même vol que Madame Boucher, ce personnage extraordinaire, dont j'avais beaucoup entendu parler mais que je n'avais jamais rencontré auparavant. C'était nous deux qui allions faire l'avance de Monsieur Bourassa.

Le voyage, ainsi que l'installation au somptueux "resort" d'Amelia Island, furent sans surprises, voiture de location aidant, car l'endroit fut difficile d'accès, et en terme de sécurité et en terme de distance des principales agglomérations !

Le lendemain donc, c'est-à-dire la veille de l'arrivée du Premier ministre, Madame Boucher et moi sommes allés "magasiner" à Jacksonville. Elle s'est occupée de la nourriture, dont un gigot d'agneau qu'elle allait préparer durant notre séjour, moi de la boisson, car elle avouait tout ignorer à ce sujet.

Passons tout de suite à la pièce de résistance, la présence de Monsieur Bourassa à la conférence proprement dite. Le hasard faisait en sorte qu'à cause des élections fédérales canadiennes qui se déroulaient au même moment, aucun autre représentant canadien, politique ou non, ne se trouvait sur les lieux. Le Premier ministre devenait en quelque sorte malgré lui la vedette canadienne de la conférence, à telle enseigne que les organisateurs lui ont demandé de livrer un court discours lors du dîner de clôture de la conférence. Car on se souviendra que les élections de 1988 portaient en grande partie sur le libre-échange, sujet de préoccupation des Américains bien sûr, mais également des Européens et Latino-Américains également présents.

Ce dossier me disait quelque chose, car je l'avais auparavant travaillé avec Jake Warren, conseiller du gouvernement pour les négociations commerciales². À la demande du Premier ministre, j'ai préparé quelques notes, mais je ne me souviens pas à quel point il s'en est servi, le style d'un politicien sûr de lui étant bien différent de celui d'un fonctionnaire moins sûr de lui !

Sa prestation, qui comprenait la prédiction d'une victoire des Conservateurs, fut chaleureusement applaudie par son auditoire visiblement pro-libre-échangiste.

Le lendemain, je devais rentrer sur un vol commercial mais grâce à l'intercession de Madame Boucher, j'ai pu me joindre à la délégation composée du Premier ministre, de Ronald Poupart et de l'agent de sécurité et de celle-ci à bord du jet gouvernemental.

² N'eut été du prestige et des connaissances profondes de Jake Warren en la matière, il n'est pas du tout certain que Robert Bourassa aurait appuyé aussi chaleureusement le libre-échange en 1988, car à peine deux ans plus tôt il s'y était farouchement opposé, croyant qu'un tel accord avec les Américains mènerait inéluctablement à des politiques communes canado-américaines. M. Warren a réussi à le convaincre qu'il n'y avait pas nécessairement lien entre les deux.

C'est alors que j'ai pu constater à quel point cet homme politique était sensible à la question de la langue, car il redoutait la décision attendue de la Cour Suprême sur l'affichage, et me laissait à entendre durant le trajet entre la Floride et le Québec qu'il serait obligé de se servir de la clause nonobstant afin de préserver une certaine paix sociale au Québec. Je me souviens d'avoir accepté sur le coup son sentiment sans broncher, et sans me rendre compte évidemment des conséquences néfastes qu'allait avoir son geste pour l'avenir constitutionnel du pays.

Nous avons refait connaissance peu de temps après, car il revenait au Québec d'organiser la réunion des Gouverneurs et des Premiers ministres de 1989, prévue à Montebello, mandat dévolu au ministère des Relations internationales.

Cet événement, malgré les apparences, n'était pas - et n'est toujours pas - très sérieux, la plupart du temps étant consacré aux activités sociales ou de loisir.

Malgré cela ou peut-être à cause de cela, Monsieur Bourassa, à notre grande surprise, avait décidé de faire porter l'essentiel des discussions sur l'environnement, sujet auquel il n'avait pas traditionnellement accordé de l'importance. Peut-être savait-il, en habile politicien, que c'était un sujet qui préoccupait bon nombre d'Américains dont ceux de la Nouvelle-Angleterre, et que ce serait une façon indirecte d'accroître l'intérêt de ceux-ci pour l'énergie renouvelable.

À tout événement, nous avons réussi à monter un programme sérieux qui comprenait une présentation de Maurice Strong, membre de la Commission Brundtland, et attirer à Montebello tous les gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre, chose plutôt rare dans les annales de la conférence. Je me souviens encore que le Premier ministre, habituellement peu démonstratif, insistait pour aller accueillir Michael Dukakis, futur candidat malheureux à la présidence, à son arrivée en hélicoptère devant le Château Montebello au bord de l'Outaouais.

Mais ce dont je me souviens le plus fut la rencontre de briefing avant la conférence, quand Monsieur Bourassa nous demandait, mi-blagueur, mi-sérieux, comment il pourrait voler la vedette. Le sous-ministre adjoint, Roger Paquette, peu habitué à la fonction publique et encore moins au sens du théâtre de Monsieur Bourassa, était resté bouche bée. Nous sommes finalement convenus d'appuyer une résolution portant sur une situation difficile quelque part dans le monde, loin des préoccupations et du mandat de la conférence, résolution qui fut néanmoins adoptée à l'unanimité le lendemain en séance plénière. D'ailleurs, c'était au moment de l'ouverture des travaux que Roger Paquette constatait que Monsieur Bourassa avait "oublié" son cahier de la Conférence quelque part entre sa chambre et la salle de réunion. Il n'en revenait pas jusqu'à ce que je lui dise qu'il ne fallait jamais remettre à un premier ministre son cahier, mais plutôt à un adjoint, car les premiers ministres ont souvent cette mauvaise habitude d'égarer les documents que l'on leur remet !

En 1990, je changeais de vocation passant de l'international au domestique, en acceptant le poste d'Edmonton, en Alberta. Le prochain contact avec Monsieur Bourassa, début 1992, a eu lieu très indirectement et sur un autre continent. De fait, il avait depuis quelque temps développé un intérêt certain pour un forum prestigieux, le "World Economic Forum", création d'un industriel suisse se déroulant à Davos au début de chaque année et réservé aux seuls invités.

Puisque le Bureau d'Edmonton avait la responsabilité de la Colombie-Britannique, nous avons eu vent d'un projet du nouveau premier ministre de cette province, Mike Harcourt, voulant que le Québec ait une représentation en bonne et due forme en Colombie-Britannique, projet qu'il allait présenter à Monsieur Bourassa à Davos.

Ce qui fut fait, et accepté par le Premier ministre.

Ayant encore au moins dix-huit mois à faire dans mon mandat, je n'ai guère porté d'attention à la création de cette nouvelle représentation, un développement tout de même très intéressant au moment où les gouvernements rétrécissaient partout, jusqu'à ce que Gil Rémillard m'annonce à Vancouver au printemps que c'est moi que l'on voulait pour présider aux destins du Québec sur la côte ouest canadienne.

L'ouverture du Bureau, prévue début mai prenait des allures autrement plus importantes lorsque le Premier ministre a décidé que c'est lui-même qui inaugurerait notre représentation, événement qu'il ferait coïncider avec le début d'une série de rencontres individuelles avec ces homologues de l'Ouest afin de les convaincre d'appuyer l'accord de Charlottetown.

Les échéances étaient extrêmement courtes, nous avons organisé une réception au World Trade Center, site souhaité de nos locaux, mais dont rien n'était vraiment encore décidé, jusqu'à la dernière minute, grâce à une intervention de la part de Mike Harcourt, dont les bureaux se trouvaient dans le même édifice. Ce dernier a manifesté sa satisfaction de nous voir installés à Vancouver en assistant à la réception, mais en demandant également de prendre la parole après Monsieur Bourassa, le rôle de maître de cérémonie m'étant revenu.

Durant les trois jours suivants, j'ai pu voir Robert Bourassa à l'oeuvre dans des rencontres avec des gens d'affaires. Visiblement très à l'aise, il s'assoit au milieu de la table, autour de laquelle se trouvaient vingt ou trente représentants des milieux d'affaires de, à tour de rôle, Vancouver, Calgary/Edmonton, Winnipeg, enlevait son veston et discutait librement sur les questions économiques et politiques de l'heure avec ses invités.

Notre prochaine rencontre est survenue à peine douze mois plus tard, à l'été 1993. Kim Campbell venait d'être élue chef du Parti Conservateur et par le fait même premier ministre, succédant ainsi à Brian Mulroney. Dans un effort de rapprochement avec les provinces en matière de politique économique entre autres, elle avait décidé d'inviter tous les premiers ministres à la rencontrer à Vancouver à la veille de la réunion du G7 qui se tenait cette année-là au Japon.

Monsieur Bourassa avait invoqué les considérations économiques comme raison de sa présence à cette rencontre, qui allait consister en un dîner à huis clos au somptueux Pan Pacific, hôtel situé dans le même complexe que le Bureau du Québec. De fait, la distance à parcourir, la courte durée de la rencontre, et la connaissance que Madame Campbell allait devoir déclencher des élections très prochainement, avaient incité Bob Rae de l'Ontario à décliner l'invitation. En privé, Monsieur Bourassa m'avait dit qu'un refus de sa part aurait été perçu comme une tentative de "ganging up" de l'Est contre l'Ouest³.

Parmi les ministres fédéraux sur les lieux se trouvait Gilles Loiseau, alors ministre des Finances, que Monsieur Bourassa avait croisé juste avant le dîner. Par la suite, le premier ministre nous disait avoir eu des assurances de M. Loiseau quant à la volonté du fédéral de travailler avec le Québec pour trouver des solutions à toutes questions de nature économique.

Tout le monde sait que Monsieur Bourassa ne manquait jamais d'occasion de discuter de dossiers économiques; sa visite rapide à Vancouver ne faisait pas exception. De fait, nous lui avons ménagé cinq ou six rendez-vous individuels au Méridien avec des présidents de société, dont Joe Houssian d'Intrawest et Bill Dalton de la Banque Hong Kong. Je me souviens encore qu'un de ses interlocuteurs s'était enquis de son état de santé, ce à quoi Monsieur Bourassa avait répondu sur un ton philosophe, laissant entendre qu'il gardait espoir, mais qu'avec ce genre de maladie, on ne sait jamais.

C'était la dernière fois que nous nous sommes vus.

³ Trois ans plus tard, aux lendemains du décès du premier ministre, l'ancienne première ministre et future Consule générale à Los Angeles, de passage à Québec, me disait à quel point elle avait été touchée par le geste de Monsieur Bourassa à l'époque.

Le 11 octobre 1996